

**RAPPORT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE SUR LE SYMPOSIUM DE HAUT NIVEAU DE  
L'OMC SUR LE COMMERCE ET  
LE DÉVELOPPEMENT**

**Allocutions d'ouverture**

Ouvrant le symposium, M. Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, a dit qu'à certains égards le dialogue sur le commerce et le développement n'était pas nouveau parce que le développement était l'un des objectifs centraux du GATT. À d'autres égards toutefois, il l'était; en premier lieu parce qu'à l'ère de la mondialisation, de l'interdépendance et des communications instantanées les inégalités entre les pays et les peuples devenaient de plus en plus inacceptables. Il a rappelé que plus de deux milliards de personnes, soit un tiers de l'humanité, vivaient avec moins de 2 dollars par jour, qu'un milliard et demi de personnes n'avaient pas accès à l'eau douce, et que 130 millions d'enfants n'étaient jamais allés à l'école. L'idée que des milliards de gens sont prisonniers de la misère, alors que d'autres continuent de s'enrichir, est non seulement inacceptable mais aussi moralement intolérable. En second lieu, le rôle des pays en développement dans le système commercial a profondément changé. Lorsque le GATT a vu le jour, il ne comptait que 23 Membres, et seulement onze d'entre eux appartenaient au monde en développement. Aujourd'hui, l'OMC compte 134 Membres et 80 pour cent d'entre eux font partie des économies en développement, des économies les moins avancées et des économies en transition. La quasi-totalité des 30 candidats à l'accession sont des économies en développement ou des économies en transition. M. Ruggiero a dit que les pays en développement sont de plus en plus essentiels à la bonne santé de l'économie mondiale. Entre 1973 et 1997, leur part dans les importations de produits manufacturés des pays développés a triplé, passant de 7,5 pour cent à 23 pour cent. Cela illustre la réalité: le défi du développement n'est plus seulement un défi que doivent relever les pays en développement; il doit aussi figurer au rang des préoccupations des économies avancées.

L'Ambassadeur Ali Mchumo, Président du Conseil général de l'OMC, a dit que le symposium devait contribuer à faciliter l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral, à développer la cohérence entre les politiques commerciales, financières et les politiques de développement et entre les institutions correspondantes, à améliorer la participation des PMA au système commercial et à réduire leur vulnérabilité au sein du système, et à renforcer le rôle de l'OMC dans le soutien des objectifs de développement définis dans l'Accord de Marrakech.

M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, a souligné qu'il fallait, pour éradiquer la pauvreté, arrêter une stratégie claire qui s'inscrirait dans un cadre temporel précis. Le commerce et le développement, a-t-il dit, devaient se soutenir et se renforcer mutuellement. Il a qualifié la crise financière asiatique de "crise de développement", a évoqué ses nombreuses dimensions et a parlé des besoins de pays en développement lors des futures négociations commerciales – sous forme d'un accès élargi et d'une souplesse accrue. Il a dit qu'il fallait que les produits et services des pays en développement bénéficient d'un meilleur accès aux marchés. Il a suggéré de s'attaquer aux questions non réglées pendant le Tokyo Round et le Cycle d'Uruguay – dont les crêtes tarifaires et la progressivité des droits dans les secteurs de l'alimentation, des textiles, des vêtements, des chaussures et du cuir; le report jusqu'en 2005 d'un retrait, significatif du point de vue économique, des limitations appliquées aux exportations de textiles et de vêtements des pays en développement; le stade embryonnaire de la libéralisation du commerce des produits agricoles; le recours abusif aux procédures antidumping; le problème des règles d'origine; et les normes techniques et les obstacles de caractère environnemental. M. Ricupero souhaitait également qu'un nouvel élan soit donné au traitement spécial et différencié, et à l'amélioration de la coopération technique dans le domaine des échanges. Ces objectifs, que l'on devait atteindre grâce à la coopération entre les organisations internationales, pourraient aider les pays en développement à participer activement aux futures négociations.

## **Exposés d'orientation générale**

M. Paolo Fulci, Président du Conseil économique et social, a dit qu'il fallait assurer la cohésion des politiques et veiller à la cohérence entre leurs divers aspects, qu'il s'agisse de commerce, d'aide, de finances ou d'environnement. L'éradication de la pauvreté devait être la priorité absolue. Selon lui, la pauvreté était l'ennemi numéro 1 puisqu'elle engendrait l'ignorance, la famine, l'analphabétisme, le chômage, la dégradation de l'environnement, l'intolérance et la haine. Il a lancé un appel pour que l'on donne à la mondialisation un visage humain. Il a souligné que le partenariat et non l'hégémonie était l'élément-clé. Le commerce devait être ouvert à tous et la pauvreté, la faiblesse et la vulnérabilité de certains ne devaient pas les empêcher de tirer profit des avantages qui en découlaient.

M. Shigemitsu Sugisaki, Directeur général adjoint du Fonds monétaire international, a dit que l'une des grandes déceptions des deux dernières décennies avait été l'incapacité de rapprocher les niveaux de vie des pays les plus pauvres de la planète de ceux des pays riches. Ce résultat décevant, malgré tous les efforts déployés, montrait qu'il fallait d'urgence rechercher des solutions à long terme qui soient audacieuses. Il a mentionné trois éléments essentiels: une action des PMA en vue de soutenir et de renforcer leurs propres politiques en matière de croissance et de développement; une action de la communauté internationale en vue d'améliorer l'environnement financier externe, en particulier par un allègement approprié de la dette, un accès consolidé en franchise de droits pour tous les produits des PMA et l'octroi d'une assistance à des conditions préférentielles; et l'amélioration de l'accès aux marchés des pays industriels, qui permettrait de stimuler les activités commerciales et l'investissement dans les PMA. Il a aussi appuyé la proposition tendant à offrir aux exportations des PMA un accès consolidé en franchise de droits.

M. Caio K. Koch-Weser, Directeur général, Opérations de la Banque mondiale, a indiqué que depuis près de deux décennies les pays en développement en tant que groupe avaient été à l'avant-garde des progrès réalisés dans le domaine de la libéralisation du commerce; cette ouverture aux échanges s'était traduite par une croissance plus élevée et avait stimulé l'économie mondiale dans son ensemble. Il a souligné qu'il était important de protéger ces acquis et de résister à un retour du protectionnisme. Chacun a un rôle à jouer pour que les avancées se poursuivent, depuis la Banque mondiale et les autres institutions internationales jusqu'aux pays eux-mêmes. Le commerce à lui seul ne peut constituer le fondement d'un développement durable. Il doit s'inscrire dans un programme de développement plus large visant à diriger l'investissement vers les plus pauvres et à les intégrer dans l'économie mondiale. L'intervenant a par ailleurs insisté sur la nécessité d'intégrer les politiques commerciales dans un cadre général de politiques macro-économiques sectorielles et sociales conçues pour lutter contre la pauvreté, ainsi que sur l'impératif de "bonne gestion des affaires publiques".

Le Professeur T.N. Srinivasan, titulaire de la chaire d'économie à l'Université Yale, a mis en avant le côté déraisonnable des efforts visant à atteindre de trop nombreux objectifs avec un seul instrument, et a suggéré que l'Accord sur les ADPIC soit retiré des prérogatives du GATT pour être confié à l'OMPI, que le CCE soit dissous et que l'environnement soit désormais du ressort du PNUD, et que les questions de travail soient exclues des compétences du GATT pour être attribuées à l'OIT. Il a souligné qu'il était nécessaire de placer le commerce des produits agricoles sous l'égide du GATT. Il comprenait "l'hésitation des pays en développement" à se lancer dans un nouveau cycle de négociations. Il a comparé la lutte contre le dumping à une "arme nucléaire dans l'arsenal de la politique commerciale" et préconisait sa suppression. Il a estimé que l'on pouvait régler la question des accords régionaux en introduisant une "clause d'extinction", suivant laquelle les préférences dont jouissaient les parties à un accord régional seraient étendues à tous les Membres de l'OMC dans un délai de cinq ans. Il a dit que les pays en développement avaient contribué à leur propre marginalisation par rapport au système commercial multilatéral et avaient renoncé, en insistant sur un traitement spécial et différencié, à de nombreux avantages. Il n'était pas dans l'intérêt des pays en développement de retarder un nouveau cycle de négociations; ils devraient adopter un programme concret, axé sur les intérêts fondamentaux. Il doutait par ailleurs de l'utilité de l'accès préférentiel aux marchés pour les pays les moins avancés.



commercial était compromise par les mesures protectionnistes de l'Union européenne et des États-Unis. Il a énuméré les intérêts prioritaires que les pays en développement pourraient défendre pendant les nouvelles négociations, notamment un accès accru aux marchés pour les textiles et les produits agricoles, la suppression des tarifs préférentiels dans les accords régionaux, de nouveaux accords sur l'investissement étranger direct, le renforcement des disciplines concernant le recours aux droits antidumping, la libéralisation du mouvement des personnes physiques ainsi que la poursuite du renforcement du mécanisme de règlement des différends. Il a ajouté que les pays en développement avaient beaucoup à gagner du lancement d'un nouveau cycle de négociations et que, d'un point de vue stratégique, un nouveau cycle était préférable à la renégociation du Cycle d'Uruguay. Il a aussi dit que les pays en développement devaient éviter de faire pression pour que soit renouvelé le "traitement spécial et différencié", et chercher plutôt à avoir une participation entière et active, en partenaires égaux, au système commercial. Il a également indiqué qu'un nouveau cycle était essentiel pour que la "roue" de la libéralisation des échanges continue de tourner.

### **Présentateurs**

Mme María Livanos Cattai, Secrétaire général, Chambre de commerce internationale, a dit que toute nouvelle stratégie devait prendre en compte les aspects micro-économiques. En ce qui concerne les PMA, elle a demandé que l'attention soit portée sur les entreprises locales, les marchés locaux et des partenariats adéquats avec les entreprises internationales. Elle a regretté que beaucoup de pays en développement continuent d'appliquer des politiques protectionnistes dans les secteurs des textiles et de l'agriculture. De nombreux éléments concrets faisaient par ailleurs obstacle à la libre circulation des marchandises, comme les normes techniques et les prescriptions en matière d'étiquetage. Elle a précisé que le rôle du commerce dans la promotion du développement ne devait pas faire oublier les préalables essentiels au développement, à savoir des systèmes politiques stables, un droit commercial solide, un système judiciaire indépendant et une administration efficace et intègre. Elle a aussi affirmé que l'environnement hostile au capital que l'on observait dans de nombreux pays en développement décourageait les investissements d'origine étrangère et intérieure.

M. Keith Bezansen, Directeur de l'Institute of Development Studies, Royaume-Uni, a dit qu'un nouveau cycle de négociations commerciales mondiales s'imposait d'urgence pour promouvoir le développement. Il a estimé qu'il fallait traiter les questions non réglées pendant le Cycle d'Uruguay, à savoir les textiles, les vêtements et l'agriculture. Quoique l'on dise des défauts, des dangers et des conséquences que l'ouverture économique pouvait avoir pour le développement, il ne faisait guère de doute à ses yeux qu'une nouvelle ère de protectionnisme commercial de la part des États-Unis porterait gravement atteinte aux perspectives des pays pauvres. Il a ajouté qu'il restait beaucoup à apprendre sur les liens entre la politique commerciale et le développement, car il s'agissait là d'un domaine complexe. L'expérience de l'Asie de l'Est et de certains pays d'Amérique latine montrait qu'il était important que l'ouverture économique se fasse progressivement et que la prudence s'imposait sur le plan de la libéralisation des mouvements de capitaux. Il a par ailleurs insisté sur le fait que les politiques commerciales devaient être intégrées à un cadre plus large de politiques du développement englobant l'épargne et l'investissement, la stabilité macro-économique et le développement des ressources humaines.

M. Wontak Hong, Université de Séoul, République de Corée, a proposé que l'on se concentre sur les moyens qui permettraient aux pays en développement d'être des partenaires plus actifs dans le système de l'OMC. Il a recommandé de tirer profit de l'expérience de l'Asie de l'Est. L'expansion des exportations de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre pourrait être un important facteur de croissance, car elle permettrait de créer des emplois, d'améliorer la productivité globale de la main-d'œuvre et de créer un effet d'apprentissage dynamique. Il a souligné que les gouvernements devaient jouer un rôle adéquat et que cela constituait la leçon à tirer de la crise économique asiatique. Il fallait que les pays industrialisés et l'OMC apprennent à accepter que les gouvernements des pays en développement jouent un rôle plus actif.

M. Deepak Nayyar, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi, a insisté sur le fait que le commerce était un moyen et pas une fin en soi, et que le but du développement n'était pas la croissance économique mais l'amélioration des conditions de vie, et a ajouté que la vocation exportatrice n'était pas la même chose que l'ouverture. Il a dit que le degré d'ouverture et la nature de

La SUÈDE a insisté sur l'importance de l'accès aux marchés dans les négociations à venir. Elle appuyait ce que proposait le Président, à savoir que lors des négociations de Seattle l'on s'engage à faire en sorte que les exportations des PMA bénéficient d'un accès en franchise de droits. Elle a aussi souligné l'importance du commerce Sud-Sud, de la consolidation des tarifs douaniers aux taux appliqués par les pays en développement, et de l'amélioration de l'assistance technique. La FRANCE a préconisé l'adoption d'un programme généreux et ambitieux d'allègement de la dette et a rappelé qu'elle proposait un moratoire de 30 ans. Elle a souligné qu'il était nécessaire que les PMA tirent profit de l'accès à la coopération technique ainsi que des préférences généralisées. Le JAPON a insisté sur la nécessité d'un nouveau cycle de négociations et sur le fait que celui-ci devrait traiter de l'investissement. Il a aussi insisté sur l'importance que revêtait le renforcement des capacités.

Répondant à l'Inde, M. Fred Bergsten a dit qu'une étude de la Banque mondiale montrait que les pays en développement avaient bénéficié, du fait du Cycle d'Uruguay, de 1,2 à 2 pour cent de croissance annuelle supplémentaire de leur PNB. Répondant à M. Bezansen, il a indiqué que toutes les négociations menées après la guerre avaient été déclenchées par des mesures protectionnistes - un résultat de la crise macro-économique et monétaire - et a ajouté qu'il était temps de faire à nouveau tourner la "roue".

En résumé, M. Paul Collier a dit que différents points de vue avaient été exprimés - à savoir que la libéralisation des échanges était une condition nécessaire et suffisante pour le développement, qu'elle n'était ni nécessaire ni suffisante et qu'elle était nécessaire mais insuffisante. Il a souscrit au point de vue selon lequel la libéralisation des échanges était une condition nécessaire mais pas suffisante. Il a ajouté que nombre de PMA avaient créé des environnements hostiles au capital, et n'avaient pas de programmes sociaux qui permettraient à la croissance d'être complétée par l'équité. Il a aussi dit que les politiques commerciales devaient être intégrées à un cadre plus large de stratégies de développement axées sur la lutte contre la pauvreté et que la spécialisation des PMA et des pays à faible revenu dans une gamme étroite de produits de base les avait rendus vulnérables aux chocs extérieurs. Les pays en développement avaient contribué à leur propre marginalisation en appliquant des politiques de fermeture. L'OMC était par conséquent une organisation naturelle pour les pays à faible revenu. Il a ajouté qu'il était dans l'intérêt des petits pays à faible revenu qui procédaient à des réformes de tenter de se débarrasser des activités antidumping, de déterminer quels étaient les problèmes en matière d'environnement et de main-d'œuvre qui étaient réels et ceux qui ne l'étaient pas, et de se concentrer sur l'agriculture et les textiles comme étant les principaux domaines appelant des réformes lors des prochaines négociations. Il était favorable à l'initiative concernant l'accès consolidé en franchise de droits pour toutes les exportations des PMA et était d'accord avec Fred Bergsten lorsqu'il disait que, à moins que des mesures ne soient prises, l'avenir pourrait être protectionniste.

Le lendemain, le RÉSEAU DU TIERS MONDE, présentant une communication signée par plusieurs ONG, a dit que nombre des participants étaient mécontents de la manière dont les travaux du premier groupe de travail avaient été conduits, ainsi que des conclusions du modérateur. Il a ajouté que les pays africains étaient insultés par les observations du modérateur, selon lesquelles ces pays se marginalisaient délibérément à l'OMC. Il considérait aussi que le modérateur voulait dire que les pays en développement ne changeraient que s'ils subissaient un choc et que les États-Unis étaient sur le point de leur faire subir le choc du protectionnisme. Il était donc préférable qu'ils se préparent à un nouveau cycle de négociations. Il a en outre contesté les remarques de Bergsten qui, a-t-il dit, signifiaient que les pays en développement devaient ouvrir leurs marchés intégralement aux États-Unis et à l'Europe, faute de quoi ils se heurteraient à un protectionnisme accru. Il s'agissait là de propagande et non pas de science économique.

## **GROUPE DE TRAVAIL N° 2: PERSPECTIVES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT**

Le modérateur, M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED, a rappelé que le débat de la veille montrait que le développement était une question extrêmement complexe et que le

rapport entre le commerce et le développement était encore plus complexe. Bien que ce rapport soit indéniable, ses avantages n'étaient pas automatiques et de nombreuses variables entraient en ligne de compte.

### **Orateur principal**

M. Carlos Magariños, Directeur général de l'ONUDI, a dit que des efforts plus ciblés étaient nécessaires pour que les règles du jeu soient plus équitables pour les pays en développement et pour permettre à ceux-ci d'améliorer leurs perspectives de développement. Il a indiqué que la politique commerciale devait être intégrée à un cadre plus large de politiques macro-économiques, structurelles et sectorielles. Dans le cadre de la coopération technique et du transfert des connaissances, il a ajouté qu'il convenait que les organisations multilatérales créent des équipes spéciales afin d'aider les pays en développement à mieux comprendre leurs propres intérêts dans les négociations commerciales et de les aider à arrêter leurs stratégies et leurs positions, individuellement ou collectivement. Ces équipes devraient aussi contribuer aux efforts déployés par les pays en développement pour être associés à la préparation des négociations commerciales. Il a aussi suggéré que l'on trouve des mécanismes permettant de diffuser des informations sur les avantages du Système généralisé de préférences (SGP) auprès des pays admis à en bénéficier. Il a proposé que l'entrée à l'OMC des pays en développement candidats soit accélérée. Il a préconisé une étude attentive du calendrier, du déroulement et du degré de libéralisation des marchés, de façon que chaque pays en développement puisse s'adapter aux conséquences de l'ouverture des marchés. Il a par ailleurs mentionné l'incidence des progrès technologiques, qui ont fait baisser le coût des communications et des transports, ce qui pourrait être bénéfique pour les pays en développement.

### **Présentateurs**

M. Marcelo de Paiva Abreu, Rio de Janeiro, Brésil, a esquissé un programme possible pour le nouveau cycle de négociations; il a recommandé la suppression des distorsions du commerce des produits agricoles, l'amélioration de la discipline internationale concernant les droits antidumping et le renforcement du système multilatéral afin de lutter contre le recours aux mesures unilatérales. Il a préconisé un réexamen du traitement spécial et différencié pour les économies en développement et a dit que ce traitement devait être axé sur l'intégration des PMA et des pays à faible revenu dans le système commercial multilatéral. Il a évoqué l'im.7 Trchés.tteilvue cadre di Tw6n Tw (M.uesiques, srs) Tentiol Il tio Tw (de libéralisatour lhans avnnt puppyuyui opaormatie slarge de poconoes i0.1Tw n Tw (M.uesiques, srsT\* -0.12

se traduisait par l'application de règles particulièrement défavorables aux pays en développement dans le secteur des textiles et certains segments de l'agriculture. Il se demandait si l'insistance sur le traitement spécial et différencié pouvait encore constituer la stratégie de négociation générale des pays en développement et doutait qu'une telle stratégie réponde à leurs intérêts. Il a dit qu'il fallait faciliter l'accès des PMA au mécanisme de règlement des différends, et était favorable à la création d'un centre de conseil juridique indépendant. Il a souligné l'importance de l'aide étrangère au développement et de l'allègement de la dette.

### **Débat**

De nombreux participants ont axé leurs interventions sur le point de savoir s'il y avait lieu de tenir un nouveau cycle de négociations commerciales, et ont évoqué les questions à examiner soit avant, soit pendant les nouveaux pourparlers. HONG KONG, CHINE a dit que beaucoup de Membres étaient convaincus que le programme du nouveau cycle n'était pas équilibré. Les domaines présentant un intérêt pour les pays développés y étaient inscrits, alors que ceux qui intéressaient les pays en développement n'y figuraient pas. La BOLIVIE a dit que les secteurs les plus protégés étaient ceux dans lesquels les pays en développement étaient les plus compétitifs. Elle était favorable à la création d'un centre de conseil juridique. SRI LANKA a indiqué que les PMA étaient de plus en plus marginalisés tout en étant encouragés, par les pays souhaitant avoir accès à leurs marchés, à "grimper à bord". La GUINÉE a dit qu'il ne fallait pas oublier la faiblesse de la capacité de production. Le



Résumant nombre des thèmes communs évoquées par les intervenants, M. Rubens Ricupero, le modérateur, a noté ce qui suit: la politique commerciale devait être intégrée dans un ensemble plus large de stratégies en matière de développement; une plus grande cohérence s'imposait dans l'élaboration des politiques au niveau international, avec des efforts dans d'autres domaines, comme le financement et l'allégement de la dette; la technologie était importante pour le développement; une amélioration continue de l'accès aux marchés, particulièrement pour les vêtements, les textiles et les produits agricoles, était nécessaire; et l'accès au mécanisme de règlement des différends devrait être amélioré. Il a dit que nombre de participants avaient souligné que l'assistance technique était essentielle pour renforcer la capacité de participer aux négociations commerciales ainsi qu'aux activités de l'OMC en général. De nombreuses opinions ont été exprimées au sujet du traitement spécial et différencié. De nombreux participants ont dit qu'il fallait revoir le traitement spécial. M. Ricupero a indiqué qu'une approche pragmatique s'était dégagée, approche visant à étudier les possibilités de libéralisation et d'assouplissement des règles.

### **GROUPE DE TRAVAIL N° 3: INTÉGRATION PLUS POUSSÉE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, NOTAMMENT DES MOINS AVANCÉS D'ENTRE EUX (PMA), AU SYSTÈME COMMERCIAL**

L'Ambassadeur Iftekhar Ahmed Chowdhury (Bangladesh), modérateur, a commencé par évoquer les domaines susceptibles d'être examinés, dont le degré et les modalités de la participation des pays en développement, les obstacles au développement auxquels ces pays étaient confrontés aux plans interne et international, et les moyens de surmonter ces obstacles, le rôle et les limites de l'assistance technique, ainsi que le rôle du commerce et d'autres institutions pour ce qui est d'aider à intégrer les pays en développement au système commercial multilatéral.

#### **Orateur principal**

M. Alec Erwin, Ministre du commerce et de l'industrie, Afrique du Sud, a déclaré qu'il était impératif que les règles du système commercial multilatéral soient conçues de manière à permettre de réaliser des objectifs clairs et équitables. Sinon, le système mondial serait livré au libre jeu de la puissance, quoique sous le couvert de règles. Il a souligné qu'il fallait que le prochain cycle de négociations traite des réformes structurelles, non seulement dans le monde en développement, mais aussi dans le monde développé. Il a mis en cause l'existence d'"industries disposant de droits acquis" dans le monde développé, qui empêchait l'expansion des marchés pour les produits du monde en développement. Il a insisté sur le fait que le monde en développement devait commercer avec les marchés existants ayant le pouvoir d'acheter. Il a recommandé que le monde en développement gère ses économies de façon que le capital puisse s'accumuler au plan intérieur, et a souligné le rôle des gouvernements à cet égard. Il a suggéré que les pays en développement regroupent leurs ressources et leurs compétences et fassent ainsi contrepoids au G7.

Sir Leon Brittan, Vice-Président de la Commission européenne, a proposé qu'à Seattle l'OMC prône le renforcement des capacités et élabore un programme de travail pouvant accroître la coopération entre donateurs, éviter les chevauchements et mieux cibler l'assistance. Il a encouragé les participants à envisager un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, et a expliqué que le nouveau cycle était crucial pour les pays en développement, car l'établissement de l'ordre du jour était un processus ouvert et le résultat serait déterminé par consensus. Il a promis de soumettre à négociation, lors du nouveau cycle, tous les droits de douane de l'Union européenne. Il a recommandé de combiner les avantages de la non-discrimination dans l'établissement de règles à l'OMC avec le traitement spécial et différencié lorsque cela était justifié par des raisons économiques et de développement. Il a dit que l'UE offrait déjà l'accès en franchise de droits pour 99 pour cent des exportations des PMA et pensait qu'à Seattle tous les pays industrialisés devaient s'engager à faire en sorte que tous les produits exportés par les PMA bénéficient d'une admission en franchise. Il a souligné qu'il fallait faire preuve de flexibilité et prévoir des périodes de transition pour les PMA.

## Présentateurs

M. Moussa Touré, Président de Commission, Union économique et monétaire ouest-africaine, a dit que la libéralisation ne pouvait être bénéfique que si elle était accompagnée de politiques complémentaires, ce qui n'était pour l'instant pas le cas dans de nombreux pays. Il a insisté sur le problème posé par les procédures douanières appliquées aux produits agricoles et dit que le potentiel de nombreux PMA ne pouvait être réalisé en raison des obstacles non tarifaires dans les pays développés et de l'application des normes SPS à des fins protectionnistes. La volatilité des monnaies avait également une forte incidence sur les pays en développement. Il a souligné l'importance de l'intégration régionale des petits pays afin de se préparer aux marchés concurrentiels.

M. Denis Bélisle, Directeur exécutif, Centre du commerce international CNUCED/OMC, a dit que l'idée selon laquelle les pays en développement n'étaient pas en mesure d'exploiter les possibilités parce qu'ils n'avaient pas de produits à exporter était incomplète et inexacte. Il a évoqué trois principaux éléments faisant obstacle à la croissance des exportations des pays en développement. Premièrement, il a préconisé une large diffusion, parmi les décideurs, de renseignements faciles à comprendre sur le système commercial multilatéral. Les exportateurs avaient besoin de connaître les conséquences que le système avait pour les affaires, ainsi que de savoir, par exemple, quels étaient les obstacles techniques au commerce et les mesures phytosanitaires susceptibles de restreindre leurs exportations. Deuxièmement, il a dit qu'il fallait remédier à l'absence de compétitivité et au manque de connaissance des débouchés commerciaux, en adoptant une stratégie à plusieurs niveaux. Cette stratégie comprendrait des services d'information commerciale renforcés au niveau national, des structures de coût rationalisées dans l'exploitation des entreprises, ainsi qu'une amélioration de la productivité de la main-d'œuvre grâce à la mise en valeur des ressources humaines. Troisièmement, il a préconisé le développement de l'expérience pratique de l'exportation, par une intensification des échanges Sud-Sud, qui encouragerait l'amélioration des procédés de production et les compétences en matière de commercialisation. Ces mesures permettraient aux pays en développement de s'attaquer aux marchés plus exigeants du Nord.

Mme Anna Kajumulo Tibaijuka, Coordonnateur spécial, Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires, CNUCED, a dit qu'un nouveau cycle de négociations s'imposait pour étudier les moyens permettant de supprimer les contraintes auxquelles les PMA étaient confrontés. Elle voulait que l'on se concentre sur le développement des ressources humaines et institutionnelles, sur l'amélioration de la gestion des affaires publiques, sur la réduction de la pauvreté et sur le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. Pour les PMA, le "slogan", a-t-elle dit, serait plus d'aide, associée à un allègement de la dette, à une amélioration des conditions commerciales, et à une augmentation des investissements. Elle a fait remarquer que 20 à 40 pour cent des recettes d'exportation des PMA étaient consacrés au service de la dette et préconisé la mise en place de divers dispositifs d'allègement de la dette. Elle a insisté sur la nécessité d'améliorer l'infrastructure et d'accroître l'accès aux marchés et la coopération technique en matière de commerce. Elle a aussi souligné que les PMA avaient besoin d'une assistance technique pour créer un cadre juridique et institutionnel régissant l'investissement étranger.

M. Robert Sharer, Chef de la Division politique commerciale, FMI, a dit que, malgré les concessions spéciales et les préférences commerciales, les PMA étaient restés en grande partie en marge du commerce mondial et de la prospérité économique. Dans une certaine mesure, cette situation résultait des politiques économiques des PMA eux-mêmes, qui jusqu'à une époque récente n'avaient pas œuvré dans le sens de l'ouverture ni favorisé les liens avec l'économie internationale. L'environnement commercial mondial n'avait cependant pas aidé, car il avait découragé la diversification des exportations et permis aux PMA de ne pas procéder aux réformes économiques nécessaires. Le nouveau cycle de négociations de l'OMC constituerait une occasion unique d'intégrer les PMA au système commercial mondial et de créer les conditions extérieures qui leur permettraient de diversifier leurs exportations et d'utiliser le commerce comme un moteur de croissance et de développement. Le fait d'offrir aux PMA un accès en franchise aux marchés des pays industrialisés en échange de leur participation au système commercial mondial les encouragerait à mettre en œuvre



renforcement du protectionnisme aux États-Unis et dans l'Union européenne qui inciterait les pays en développement à participer au nouveau cycle de négociations.

En résumé, le modérateur a noté que de nombreuses idées avaient été exprimées sur l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral. Il a fait remarquer que les pays développés ne devaient pas oublier que les actes valaient mieux que les paroles. Il a également pris note du fait que de nombreuses déclarations mettaient en doute la conception selon laquelle une simple libéralisation des échanges suffisait. Il a dit que les PMA seraient encouragés si le système commercial ne devenait pas une source d'obligations supplémentaires. Le ROYAUME-UNI a rappelé qu'il était important de soulager la pauvreté et nécessaire d'intégrer les politiques commerciales dans un ensemble plus vaste de politiques en faveur du développement.

Le Directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero, a fait remarquer en clôturant le symposium qu'en quatre jours de débat près de 200 interventions avaient été faites par les délégations. Il a dit que la réunion avait été positive et constructive, un nombre impressionnant d'interventions

